

# La LGV Méditerranéenne sur une voie de garage?

(Var Matin 9/10/2010)



*Michel Sappin s'est exprimé ce jeudi dans une interview dans La Provence sur l'avenir de la LGV. Infographie Philippe Jaricot*

**Le préfet de région Michel Sappin est « très pessimiste sur le devenir de la ligne ». Le ministère des Transports se veut rassurant.** Qu'un passager du Nice-Paris pense que décidément, il est « très pessimiste sur le devenir de la ligne à grande vitesse » (censée réduire en 2023 la durée de son voyage de 5h38 à 3h55), passe encore! Mais quand c'est un préfet de région qui lâche cette phrase dans une interview parue ce jeudi dans La Provence, c'est tout le Landernau politique régional qui tend la main vers le signal d'alarme.

Sur le départ, après trois ans d'exercice à ce poste, Michel Sappin a ajouté : « Si on avait suivi l'idée de départ, on financerait et on démarrerait presque les travaux. On a été mauvais, collectivement, sur ce dossier », sans préciser qui ce « on » englobe. Le maire de Nice ne se sent pas visé : « Ces propos concernent les élus des Bouches-du-Rhône », assure Christian Estrosi, qui dit « partager l'analyse » du représentant de l'État, « regrettant simplement que Michel Sappin n'ait pas réussi à mettre d'accord » les élus provençaux.

« **Ce n'est pas correct** »

« C'est n'importe quoi », riposte du tac au tac Michel Vauzelle, avec d'autant plus de virulence qu'il « travaille main dans la main avec le maire de Nice », pour « défendre une ville dont l'aéroport est saturé et qui a absolument besoin » de cette ligne, « nécessaire pour toute la région ». Le président socialiste de la région ne « comprend pas » davantage « comment un préfet de région peut dire que l'on a été mauvais collectivement » alors qu'un consensus a été trouvé « dans ce dossier sur lequel nous avons beaucoup travaillé », avec trois maires UMP, respectivement « vice-président du Sénat et

ministres d'une majorité qui détient les clés du tracé et de sa réalisation ». Au nom de la ville de Marseille, le conseiller municipal Yves Moraine, s'étrangle lui aussi à la lecture de l'interview. « Ce n'est pas correct de la part du préfet. Oui, le chantier aurait pu démarrer plus rapidement, mais sur la base d'un mauvais tracé. Alors que le tracé des métropoles finalement retenu, soutenu dès le départ par le maire, dessert 80 % de la population. » Bref, personne ne veut porter le chapeau. Ni Estrosi, ni Vauzelle, ni Gaudin, ni Falco « qui s'est battu avec d'autres élus pour aboutir au choix du tracé », ni le cabinet de Jean-Louis Borloo, le ministre qui a donné son feu vert en juin 2009 à la LGV : « Nous n'avons pas d'information nouvelle sur le sujet ». Faut-il pour autant s'inquiéter de nouveaux retards dans le calendrier, voire être « très pessimiste » sur l'ensemble du projet? « Pessimiste à cause du tracé ou parce que l'État est en train de réduire ses investissements », interroge benoîtement Yves Moraine. « Si Michel Sappin a des informations sur ce que l'État ne va pas faire, qu'il le dise carrément! ».

#### **« Le calendrier est fixé »**

Le maire de Toulon Hubert Falco est « dans l'attente de la suite, notamment du plan du financement » dont il comprend visiblement la difficile mise en place « vu l'enjeu des sommes en jeu ». Pour Michel Vauzelle, « on est toujours inquiet quand il faut trouver 15 milliards d'euros alors qu'il n'y a plus un centime dans les caisses de l'État ». Mais « au-delà des intérêts propres de la région », c'est une question de « priorité nationale ». Le projet peut-il dérailler pour une question d'argent? Le préfet du Var Hugues Parant, qui prendra à une date encore indéterminée, la succession de Michel Sappin, sait quel dossier il devra ouvrir en priorité. Le Marseillais Yves Moraine compte sur lui pour « peser sur l'État » afin d'avoir rapidement des assurances sur le calendrier et le financement. Hugues Parant attend d'étreindre son nouveau fauteuil, avant de s'exprimer publiquement. Seule autorité à se montrer hier rassurante : le ministère des Transports de Dominique Bussereau : « La ligne à grande vitesse Méditerranée est inscrite au schéma national des infrastructures des transports. Le tracé a été validé, le calendrier fixé. Sans sous-estimer les difficultés, rien n'indique que ce projet soit remis en cause ». Ouf de soulagement?